https://ujfp.org/spip.php?article5750

Antisionisme = antisémitisme ? Une erreur historique, une faute politique

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : lundi 17 juillet 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Dominique Vidal. Publié sur le blog Médiapart "Pétition : Rendons visibles les prisonniers palestiniens en grève de la faim", le 17 juillet 2017.

« Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Cette phrase finale est venue gâcher le discours salutaire d'Emmanuel Macron lors de la commémoration du 75e anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv, devant Benyamin Netanyahou. Une erreur historique, une faute politique.

La présence inédite et scandaleuse du Premier ministre le plus belliciste de l'histoire d'Israël à cette cérémonie n'est sans doute pas pour rien dans la faute politique commise par le nouveau président. Car celle-ci résulte d'un alignement sur son hôte, incroyablement qualifié de « cher Bibi » - celui-ci l'a-t-il appelé « Manu » ? - et par la même occasion sur le Conseil représentatif de institutions juives de France (CRIF).

L'histoire du conflit central du Proche-Orient - faut-il le rappeler à Emmanuel Macron ? - ne commence pas le 14 mai 1948, lorsque naît l'État d'Israël. C'est en 1897 que l'Organisation sioniste voit le jour, avec pour but la création d'un Foyer national juif en Palestine. Entériné par la déclaration Balfour en 1917, puis par le mandat que la Société des Nations confie au Royaume-Uni en 1922, cet objectif ne rallie pas la majorité des Juifs, loin de là : l'immense majorité y est hostile, communistes et bundistes, mais aussi religieux. Antisionistes, tous ces Juifs étaient-ils antisémites ?

Bien sûr que non ! A vrai dire, le sionisme est une idéologie parmi d'autres. Imagine-t-on les communistes interdire la critique du communisme ? Les gaullistes interdire la critique du gaullisme ? C'est pourtant la prétention des tenants les plus extrémistes du sionisme. Présenter l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme reviendrait à leur donner raison.

Il faudra la Seconde Guerre mondiale et le génocide nazi pour que des millions de Juifs - et d'abord les survivants refusés par les États-Unis - gagnent la Palestine, puis l'État d'Israël créé le 14 mai 1948. Mais, ne l'oublions pas, le second État prévu par les Nations unies disparaît, et les quatre cinquièmes des Palestiniens qui y vivaient seront expulsés. Dix-neuf ans plus tard, Israël s'empare du reste de la Palestine : Jérusalem-Est, qu'il annexe, et la Cisjordanie ainsi que la bande de Gaza qu'il occupe et colonise. Cinquante ans après, en 2017, plus de 700 000 colons ont fait leur les territoires occupés, empêchant la naissance de l'État de Palestine pourtant admis aux Nations unies.

Entre-temps, 45 % des Juifs du monde - 6 millions sur près de 14 millions - vivent en Israël. À supposer que les statistiques israéliennes soient fiables. Or, selon les démographes, plusieurs centaines de milliers de citoyens recensés par les autorités d'Israël n'y résident plus. Bref, la majorité des Juifs n'a pas éprouvé le désir de s'installer dans l'« État juif ». Autrement dit, ils ne sont pas suffisamment sionistes - à moins de s'en tenir à la définition qui veut qu'un bon sioniste est celui qui envoie ses amis en Israël, mais reste en France... Et si, dans l'opinion israélienne, la droite et l'extrême droite comptent sur un large soutien, il n'en va pas de même à l'étranger : un grand nombre de Juifs n'appuient pas leur politique anti-palestinienne - ils réprouvent, en particulier, la colonisation.

(Ajoutons que, sur les milliers de Français qui, ces dernières années, ont réagi aux violences antisémites en faisant leur « aliya », un tiers, voire la moitié, sont revenus [1]. Leur sionisme n'a pas résisté à la difficulté de la vie dans le meilleur élève de la classe néo-libérale, avec son cortège de pauvreté, de précarité et d'inégalités, mais aussi l'atmosphère étouffante d'un conflit omniprésent au quotidien...)

Copyright © UJFP

Indéfendable historiquement comme idéologiquement, l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme constitue surtout une faute grave : elle permet en effet à la droite et à l'extrême droite israéliennes de tenter d'étouffer la voix de tous leurs opposants, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et ce « cadeau » arrive à point nommé, alors que la violation permanente du droit international et des droits humains a isolé Israël comme jamais au sein de la communauté internationale. Marginalisé diplomatiquement, le gouvernement Netanyahou s'inquiète en outre de l'hostilité de l'opinion, avec notamment la montée de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions - je pense au BDS militant, mais aussi au BDS institutionnel, qui voit de puissants fonds de pension, de grandes entreprises et de grosses banques se retirer des territoires occupés, voire d'Israël. On imagine sans mal comment les autorités israéliennes utiliseront la petite phrase d'Emmanuel Macron pour criminaliser les pressions internationales qui s'exercent sur elles.

Il y a de la schizophrénie dans la démarche de notre nouveau président. Il prétend relancer la négociation et, condamnant la colonisation, se fixe pour objectif la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, les deux États ayant leur capitale à Jérusalem. Mais la diplomatie française ne saurait l'ignorer : des tractations israélo-palestiniennes ne sauraient suffire seules pour atteindre cet objectif. Même François Hollande, malgré son « chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants », l'avait compris, en acceptant le projet de conférence internationale proposé, en son temps, par Laurent Fabius. Si Emmanuel Macron veut vraiment contribuer à une paix juste et durable, il faut qu'il accepte le principe de sanctions contre Israël, dès lors que celui-ci refusera de se plier au droit international. Commencer par museler l'opinion en présentant la critique d'Israël comme antisémite n'est pas un bon début.

---

[1] Il n'existe pas de statistiques officielles.

Copyright © UJFP